

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Modification n°6 du PLU	La commune du Touvet

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Madame Laurence THERY – Maire du TOUVET
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	urbanisme@letouvet.com 04 76 92 34 36

NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?	
Oui	La commune du Touvet est couverte par le SCoT de la Région Urbaine de Grenoble, approuvé le 21 décembre 2012. Ce document a été élaboré selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » (SCoT Grenelle). L'évaluation de la mise en œuvre du SCOT doit être réalisée en 2018.

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?	
Oui	<p>Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Touvet a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 10 décembre 2007. Depuis son approbation le document d'urbanisme a fait l'objet de 5 modifications ainsi qu'une mise en compatibilité pour intégrer le projet d'aménagement de l'Isère de Pontcharra à Grenoble (aménagements hydrauliques, aménagement de digues, mise en valeur environnementale avec création d'une passe à poissons et arasement de digues pour inonder la forêt alluviale...). Le document d'urbanisme en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p> <p><i>Si votre projet concerne une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i></p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?	
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	3 231 habitants (Population municipale légale en 2015 - INSEE)
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	1 174 ha
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un STECAL : 6 493,23 m² - Création d'une OAP : 44 345 m²
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet	Zone urbaine : 156,12 ha Zone à urbaniser : 22,95 ha Zone agricole : 409,93 ha Zone naturelle : 585 ha

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?
Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

Au regard du diagnostic et des enjeux qui en sont ressortis lors de la révision du PLU de 2007, la commune du Touvet a conçu le projet de développement de son territoire inscrit au PADD autour de deux axes principaux :

Le Touvet, une identité villageoise à haute valeur patrimoniale

Préserver un territoire principalement agricole et forestier : cet objectif s'appuie sur la volonté municipale de définir une vocation claire aux espaces agricoles, de limiter l'enclavement des exploitations agricoles, de matérialiser des limites à l'urbanisation, faciliter la gestion de la forêt de coteau.

Préserver les paysages et maintenir la biodiversité : cet objectif repose sur la protection des milieux naturels remarquables et la préservation des corridors écologiques.

Assurer un développement urbain qualitatif et maîtrisé : il s'agit ici tout d'abord de préserver les richesses naturelles telles que la ressource en eau potable, les espaces agricoles en limitant l'étalement urbain. Cet objectif est également complété par des orientations plus qualitatives d'inscription de l'urbanisation dans son environnement en prenant en compte les qualités paysagères et patrimoniales des sites, en préservant des perspectives sur le bourg en traitant les entrées de ville, en préservant les ambiances urbaines.

Préserver et mettre en valeur le patrimoine remarquable et le petit patrimoine.

Le Touvet, un bourg vivant à taille humaine

Préserver le lien social entre les habitants : en termes d'organisation du développement urbain, cet objectif se traduit par une croissance urbaine progressive et un maintien de la diversité des fonctions de la commune.

Préserver et développer l'animation du centre bourg : il s'agit dans le PLU de permettre un développement urbain au plus près des commerces, services et équipements publics pour développer d'une part une clientèle de proximité pour les commerces et services et inciter aux déplacements piétons et vélos pour les courtes distances. Il s'agira également d'aménager de façon qualitative des lieux de convivialité et de rencontre en les rendant plus accessibles et plus agréables.

Accueillir une nouvelle population et permettre aux Touvetains de rester sur leur commune : la commune se fixe un objectif de production de logements neufs d'environ 25 à 30 logements par an dès la mise en route d'un nouveau captage d'eau potable. Cette production nouvelle devra également répondre à des objectifs de mixité sociale par une diversification de l'offre en logement et l'augmentation de la part de logements locatifs sociaux.

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

Création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL) en zone agricole

La modification n°6 a également pour objectif la création d'un STECAL en zone agricole au lieu-dit La Rippe. Ce STECAL vise à prendre en compte une activité économique artisanale isolée en zone agricole, existante à la date d'approbation du PLU en 2007 et pourtant classée au PLU en vigueur en zone A. Ce STECAL vise donc à régulariser une situation existante non prise en compte lors de l'élaboration du PLU d'autant que ce zonage s'avère aujourd'hui inadapté pour permettre à l'entreprise d'assurer :

- Le maintien et le développement de son activité
- L'évolution et l'amélioration des constructions existantes ;
- la réalisation de nouveaux locaux.

Il s'agit donc, à titre tout à fait exceptionnel, de délimiter en zone agricole un STECAL autorisant une constructibilité limitée et encadrée permettant à l'entreprise en place de répondre à ses besoins de développement, tout en s'assurant du maintien du caractère agricole de la zone.

Correction d'une erreur matérielle au plan de zonage du PLU

La modification n°6 vise la correction d'une erreur matérielle au règlement graphique du PLU. En effet, lors de l'approbation de la modification n°4 le 08/09/2016, des prescriptions graphiques concernant des éléments de patrimoine à préserver au titre de l'ancien article L123-1-5 7° ont par erreur partiellement disparu au règlement graphique. Il s'agit, par la présente modification, de rétablir ces prescriptions graphiques manquantes.

Correction d'une erreur matérielle au règlement écrit

Lors de la modification n°5 du PLU en 2017, l'article 12 des zones UA, UB, UH et AU du règlement a été repris de manière incomplète vis-à-vis des règlements antérieurs.

Création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Un secteur a été défini comme étant la dernière emprise foncière importante partiellement urbanisée en cœur de bourg. Le document d'urbanisme via la création d'une OAP va permettre d'inscrire des principes d'aménagement et d'organisation du secteur (urbains, paysagers et architecturaux). Ce travail de prospective urbaine permettra d'encadrer la future urbanisation de ce site et de définir les enjeux liés à ce secteur.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Non

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	X		Avis simple de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ?		X	La commune est concernée partiellement (parties

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270			hautes de son territoire) par la loi Montagne.
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection_du_zonage_«_Loi_Littoral_»		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		La commune est concernée par le SDAGE du bassin « Rhône-Méditerranée ».
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	X		La commune est membre de la Communauté de Communes du Grésivaudan et du PNR de Chartreuse.

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ? Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone	
<ul style="list-style-type: none"> Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL est situé dans la plaine agricole du Grésivaudan, à 240 m d'altitude, au sud du centre-village, à proximité de la RD 1090. On y accède depuis cette route départementale par la rue de Charmillon et le chemin de la Ripe. L'environnement immédiat est marqué par une activité agricole orientée majoritairement vers la grande culture (maïs et céréales), et ponctuée de vergers de noyers. On note cependant la présence d'un pépiniériste au sud du STECAL à créer. La distance qui sépare le bâtiment agricole et la limite parcellaire sud du STECAL à créer est de 60 mètres. Le site faisant l'objet de la création d'une OAP est situé en plein cœur de village. On y accède par la route départementale 29 (rue de la Charrière), la route de Saint-Hilaire, la voie de l'ancien Tram, l'avenue Fernand Gras et l'avenue de Montfillon. L'environnement immédiat présente des caractéristiques d'une urbanisation dense et se situe en zone de sur-densification au PLU (zone UAa). Le site présente à la fois des petites parcelles bâties, des parcelles partiellement bâties avec des potentialités de division parcellaire ainsi que des parcelles à bâtir de taille plus ou moins conséquente. Le périmètre de l'OAP s'étend sur une surface de 44345 m², un découpage de zones a été effectué afin d'étudier les potentialités de développement dans le secteur, ces zones représentent 23876m², soit 54% du périmètre de l'OAP au sein de laquelle une coulée verte sera créée. Parmi ces zones, une est dédiée au confortement d'un cœur vert et donc inconstructible, cette zone a une superficie de 4414m² (ainsi reste 19462 m² de potentialités d'urbanisation du secteur, soit 43%). 	

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"> Commune de centralité urbaine Commune péri-urbaine de première couronne Commune péri-urbaine éloignée Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural Commune rurale Autre : (précisez)
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre	La population a tendance à augmenter avec une évolution positive de 0,9 % (en 2010 : 2977 habitants et en 2015 : 3231 habitants).

4.1 Présentation de votre projet

d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	<i>Préciser ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune</i> Le site faisant l'objet d'une OAP prévoit la création de 56 à 106 logements, et selon les opérations qui seront programmées, de 9 à 16 logements sociaux (20% de logements sociaux pour opération de plus de 5 logements). L'urbanisation se fera de manière progressive, en effet la commune n'a pas la maîtrise foncière sur les parcelles concernées par le projet d'OAP, de ce fait l'urbanisation et le surcroît de population sera aussi progressif selon la programmation des travaux, la vente des terrains, les divisions parcellaires. A court terme, on peut estimer la production d'une trentaine de logements de typologie et de taille variée.
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	La commune du Touvet compte 1370 logements dont 7.2% sont vacants.
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	<i>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</i> La commune du Touvet n'a pas de maîtrise foncière sur le site projet de l'OAP. Certaines parcelles concernées sont déjà vendues ou mises en vente. L'OAP a une superficie globale de 44345 m ² , mais seulement 19462 m ² sont susceptibles d'être urbanisé, et l'étude s'est portée sur ces zones (soit 43% du site OAP). Ces surfaces sont constituées de terrains nus, partiellement bâtis et bâtis, potentiellement mis sur le marché à plus ou moins long terme.
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	Le site faisant l'objet d'une OAP est déjà ouvert à l'urbanisation et se situe en zone urbaine centrale (zone UAa). La zone UAa regroupe les parties les plus denses de la commune et favorise la sur-densification compte-tenu de sa position centrale en cœur de village. Néanmoins la création d'un cœur vert d'environ 10% du site global de l'OAP sera inconstructible (4414m ²) afin de préserver des espaces naturels ordinaires en centre-bourg. Cet espace est constitué de jardins privés en grande partie.
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	Sur le site de l'OAP, les typologies des logements devront être variées (maisons mitoyennes, logements intermédiaires, logements collectifs) avec une mixité (logements individuels et logements locatifs sociaux à hauteur de 20% pour les opérations de plus de 5 logements). La surface des logements pourra donc varier. Aucun coefficient d'emprise au sol n'est fixé en zone UAa (Rq : l'emprise au sol en zone UA varie de 40 % à 60 % en moyenne).
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre	

4.1 Présentation de votre projet

Précisez, par exemple, le cas échéant et selon l'état d'avancement de votre projet :

Les données ci-dessous sont liées au site faisant l'objet de la création d'une OAP :

- 1) les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation : dents creuses, centre bourg ou centre urbain dense, extension

Le site de l'OAP est ouvert à l'urbanisation et se situe en zone UAa (zone urbaine centrale correspondant aux parties les plus denses de la commune). Il s'agit de la dernière emprise foncière partiellement urbanisée en cœur de bourg avec des gisements fonciers disponibles dont notamment quelques dents creuses (Cf. plan de zones : zones 2 et 3). Le site étant situé en plein cœur de bourg la mise en œuvre d'une OAP est essentielle afin d'encadrer l'aménagement du secteur : de conforter le centre bourg et surtout d'en maîtriser l'urbanisation.

- 2) la répartition envisagée entre type de logements : logements individuels, logements semi-collectifs, collectifs
L'OAP prescrit une typologie de logements variée : maisons mitoyennes (les maisons individuelles isolées sont interdites), logements intermédiaires et logements collectifs. Un des enjeux est de maîtriser l'urbanisation : il s'agit de composer avec la composition architecturale et urbaine existante.

- 3) les phasages envisagés : zones U, 1AU ou 2AU et les conditions d'ouverture à l'urbanisation
Le secteur est déjà ouvert à l'urbanisation, néanmoins l'urbanisation sera progressive selon le foncier disponible. En effet, la commune n'a pas de maîtrise foncière sur ce périmètre les terrains privés sont soit à bâtir soit partiellement bâtis et font l'objet de vente à court terme, et certains à plus long terme, ou bien font l'objet de projection de division parcellaire.

- 4) les objectifs de densité
Des objectifs de densité ont été retenus pour chaque zone délimitée dans le secteur de l'OAP afin de d'optimiser la constructibilité des parcelles tout en préservant le caractère du village et l'environnement.
Cf. plan de délimitation des zones en annexe

Zonage	Superficie du tènement en m ²	Hypothèse de densité
Zone 1	2626	10 à 15 logements
Zone 2	3931	20 à 30 logements
Zone 3	1287	4 à 8 logements
Zone 4	3912	10 à 15 logements
Zone 5	2002	6 à 10 logements
Zone 6	1700 ou 3500 selon division parcellaire	4 à 8 logements ou 10 à 20
Zone 7	700 ou 2200 selon division parcellaire	2 à 4 logements ou 4 à 8
Zone 8	Environ 3400 m ²	Pas de logements

4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :

Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Au regard du caractère isolé dans l'espace agricole de l'activité artisanale existante pour laquelle il s'agit de créer un STECAL, cette zone n'est pas identifiée au SCOT.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	Création d'un STECAL en zone agricole de 6 493,23 m ² , correspondant à une parcelle isolée dans l'espace agricole et utilisée depuis plus de 20 ans par une activité artisanale de travaux publics. Cette parcelle est déjà bâtie.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : • quelle est leur surface actuelle (occupée et	Surface totale de la zone urbaine à vocation économique (UI) : 32,22 ha. Surface occupée : de l'ordre de 29 ha. Surface disponible : de l'ordre de 3 ha d'après l'étude réalisée par la

4.1 Présentation de votre projet

<p>disponible) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • quel est leur taux d'occupation ? 	<p>Communauté de Communes du Grésivaudan en 2016 avec l'appui de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise portant sur l'analyse des disponibilités foncières économiques à l'échelle du territoire communautaire afin de définir conformément aux orientations du SCOT de la RUG le protocole de répartition du foncier économique sur le territoire du Grésivaudan (qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 12/12/2016). Ce protocole vise à identifier et répartir les secteurs de développement économique à l'échelle communautaire dans la limite d'un seuil de 150 ha inscrit au SCOT.</p> <p>Taux d'occupation de la zone à vocation économique classée UI de la commune: 91 %.</p>
<p>S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCOT:</p> <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	<p>D'après l'étude réalisée pour définir le protocole de répartition du foncier économique à l'échelle du Grésivaudan, on compte sur le territoire communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 764 ha de foncier à vocation économique occupé par une activité économique ou non maîtrisable par la collectivité (terrains non utilisables du fait d'une servitude, en friche, ou servant de réserve foncière pour des entreprises en vue de la réalisation de projets à court/moyen termes) ; - 111,2 ha de foncier net « disponible », dont 39,4 ha en zone violette d'un PPR, et 71,8 ha en zone non soumise à des risques naturels. La notion de foncier net « disponible » recouvre l'ensemble des sites économiques dédiés classés au sein des documents d'urbanisme (U et AU indicés à vocation économique, quelle que soit leur taille). Ils concernent par conséquent les ZAE intercommunales, ZAE communales et sites économiques isolés ; espaces d'enjeux stratégiques et espaces d'enjeux locaux du SCOT ; sites équipés/aménagés ou à équiper/aménager. <p>Surface totale ZAE (U+AU indicés) : de l'ordre de 880 ha (dont 150 ha en zone rouge de PPR et 142 ha en zone violette de PPR). Taux d'occupation estimé : de l'ordre de 87 %.</p>
<p>Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?</p>	<p>Oui.</p> <p>Nota : le site faisant l'objet de la création d'un STECAL accueille depuis plus de 20 ans une activité économique artisanale. Dans le STECAL créé et nommé Ai, la rénovation et l'agrandissement des constructions existantes ainsi que la réalisation de nouvelles constructions sont autorisés sous réserve d'être liés à l'exercice d'une activité artisanale et de respecter les conditions nécessaires à leur insertion dans l'environnement et à leur compatibilité avec le maintien du caractère agricole des lieux. Au regard de la configuration parcellaire, le STECAL créé vise le maintien de l'activité artisanale en place, sans offrir d'opportunités d'accueil de nouvelles entreprises. Elle limite par ailleurs la possibilité d'occupation de la parcelle avec un coefficient d'emprise au sol maximum de 20% et le traitement en espace vert de la zone de recul entre la voirie et les constructions</p>
<p>Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)</p>	

4.1 Présentation de votre projet

OAP n°3 jointe en annexe

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	X		<p>Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL est situé dans la plaine agricole du Grésivaudan, à 240 m d'altitude, au sud du centre-village, à proximité de la RD 1090. L'environnement immédiat est marqué par une activité agricole orientée majoritairement vers la grande culture (maïs et céréales), et ponctuée de vergers de noyers. La commune appartient à la zone de production de l'AOC Noix de Grenoble. On note la présence d'un pépiniériste au sud du STECAL à créer. La distance qui sépare le bâtiment agricole et la limite parcellaire sud du STECAL à créer est de 60 mètres. On trouve également au nord du STECAL, à plus de 200 mètres, des bâtiments à usage agricole.</p> <p>La création du STECAL vise une parcelle d'une surface de 6 493,23 m². La nature des sols occupés était anciennement agricole. Cependant, fortement remaniés, les sols sont aujourd'hui artificialisés : soit occupés par des constructions, soit recouverts d'enrobé ou de stabilisé.</p> <p>Considérant que cette parcelle est déjà bâtie et occupée par un tiers, la création d'un STECAL - permettant de façon encadrée la rénovation et l'extension des constructions existantes, voire la réalisation limitée de nouvelles constructions (cette limitation étant liée au cumul des règles d'implantation, de hauteur maximale et au coefficient d'emprise au sol limité à 20 %) - n'est pas de nature à porter à l'activité agricole environnante une atteinte supplémentaire à celle existante.</p> <p><i>Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).</i></p> <p><i>Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe</i></p>
Des espaces boisés ?		X	<p><i>Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)</i></p>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?		X	<p>La parcelle faisant l'objet d'une création de STECAL est classée au PLU en vigueur en zone agricole A. Il ne s'agit pas d'une zone agricole protégée dans laquelle la constructibilité y est réduite (comme les sous-secteurs Ac ou Aco au PLU en vigueur) : toute construction nécessaire à l'activité agricole est admise en zone A.</p>

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

			Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)
Complétez si nécessaire			

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	<p>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</p> <p>La commune du Touvet n'est pas concernée par une zone Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche au titre de la directive Habitats se trouve sur le massif de la Chartreuse (absence de site au titre de la directive oiseaux à proximité), site FR8201740 Hauts de Chartreuse. Véritable "île calcaire", la Chartreuse, et en particulier les hauts plateaux, apparaît comme un important territoire refuge pour des plantes rares à aire de répartition morcelée par les glaciations comme la Vulnérable des Chartreux et la Potentille luisante. On y trouve également la station de Sabot de Vénus la plus importante des Alpes du Nord et des peuplements importants de chauves-souris (dont 5 espèces d'intérêt communautaire). A la richesse en espèces protégées s'ajoute la présence d'habitats d'intérêt communautaire variés comme la pinède de Pin à crochet du plateau, les stations abyssales de forêt alpine sur sol glacé, des tourbières basses alcalines et des sources pétifiantes avec formations tuffeuses, des pelouses calcaires alpines et subalpines, souvent riches en orchidées. Vingt habitats d'intérêt communautaire ont ainsi été inventoriés sur ce site, qui est par ailleurs classé en réserve naturelle nationale depuis 1997.</p> <p>Le projet de modification, du fait de son éloignement de la zone Natura 2000 (plus de 3,5 km) et de la différence d'altitude n'est pas de nature à porter atteinte à la zone Natura 2000.</p>
Un parc naturel national ou régional ?	X		<p>Le territoire communal est partiellement inclus dans le périmètre du PNR de Chartreuse. C'est la RD 1090 qui en marque la limite Est.</p> <p>Aussi, le site faisant l'objet de la création d'un STECAL, situé dans la plaine du Grésivaudan n'est pas inclus dans le périmètre du PNR de Chartreuse.</p> <p>Néanmoins, le site faisant l'objet de la création d'une OAP se situe dans le périmètre du PNR de</p>

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			Chartreuse.
Une réserve naturelle nationale ?		X	Non, pour les raisons explicitées au chapitre « zone Natura 2000 » la réserve naturelle nationale la plus proche de la commune correspondant à la zone Natura 2000 Hauts de Chartreuse.
Un espace naturel sensible ?		X	L'ENS le plus proche (marais de Monfort, commune de Crolles) se situe à plus de 7 km en aval du site faisant l'objet d'une création de STECAL et de l'OAP.
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	Le site faisant l'objet de création d'un STECAL est situé à 530 m en amont du Marais de la Frette faisant l'objet d'un classement ZNIEFF de type 2 et d'un arrêté préfectoral de protection de biotope. Le site faisant l'objet d'une création d'OAP est situé à 1 km environ du Marais de la Frette.
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	Le Massif de Chartreuse et la rivière Isère (boisements alluviaux) sont classées en ZNIEFF de type 1. Le site faisant l'objet d'une création de STECAL se situe à 3,5 km de la ZNIEFF de type 1 du Massif de Chartreuse avec une forte différence d'altitude (1110 m de différence), et à 965 m de la ZNIEFF de type 1 de la rivière Isère. Le site faisant l'objet de création de l'OAP se situe à plus de 3 km de la ZNIEFF de type 1 du Massif de la Chartreuse et à environ 2 km de la rivière Isère.
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?		X	Aucune zone humide n'a été inventoriée sur les sites faisant l'objet d'une création de STECAL et d'une OAP ou à proximité. La zone humide la plus proche se situe à plus de 500 m en aval (marais de la Frette).
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		X	A hauteur du site faisant l'objet de la création d'un STECAL, la rivière Isère est identifiée en liste 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement. Le site du projet est localisé à 1,5 km du lit mineur de la rivière. A hauteur du site faisant l'objet de la création d'une OAP, la rivière Isère est identifiée en liste 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement. Le site du projet est localisé à 2 km du lit mineur de la rivière.
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques

<p>Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?</p>	<p>Oui</p>	<p><i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i></p> <p>La commune appartenant partiellement au PNR de Chartreuse, le Plan de Parc identifie sur le territoire communal les enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préservation de deux corridors écologiques, un en limite nord de la commune (torrent de Bresson) reliant les massifs de la Chartreuse et de Belledonne, un autre au sud du territoire communal reliant Chartreuse et Belledonne à hauteur du col de Marcieu en passant par le marais de la Frette. <p>Dans le cadre du SCoT de la Région Grenobloise, les continuités écologiques sur la commune du Touvet ont également été localisées.</p> <p>Les enjeux identifiés au Document d'Orientation et d'Objectifs sur la commune sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification des ZNIEFF de type 1 et 2 comme réservoirs de biodiversité (massif de la Chartreuse, boisements thermophiles de Saint-Vincent-de-Mercuze, boisements alluviaux de l'Isère de Pontcharra à Villard-Bonnot, marais de la Frette) ; - identification d'un réservoir de biodiversité complémentaire (prairie et coteaux boisés situés au sud du Château du Touvet) ; - identification de connexions naturelles d'intérêt écologique et/ou soumises à pression urbaine (torrent de Bresson, corridor reliant le col de Marcieu à l'Isère en passant par le marais de la Frette) ; - identification d'un périmètre de projet pour le maintien et la remise en bon état des continuités écologiques (plaine agricole et coteaux non urbanisés situés au sud du centre-village) ; - les cours d'eau (torrent de Bresson et rivière Isère) sont reconnus comme réservoirs de biodiversité ; - le marais de la Frette est identifié comme zone humide figurant à l'inventaire départemental, ainsi que les rives de l'Isère (Avenir, 2010). <p>Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL se situe en limite nord du périmètre de projet pour le maintien et la remise en bon état des continuités écologiques.</p> <p>Le site faisant l'objet de la création d'une OAP n'est pas concerné par la trame verte et bleu identifiée au Plan de Parc ou au DOO du SCOT.</p>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence</p>	<p><i>Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles</i></p>	

4.4 Continuités écologiques

<p>Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>	<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, les éléments de la trame verte et bleue sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification d'un corridor écologique de type surfacique à remettre en bon état entre le col de Marcieu et la rivière Isère en passant par le marais de la Frette ; - identification d'un corridor écologique linéaire à remettre en bon état (torrent de Bresson). <p>Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL se situe au nord du corridor écologique de type surfacique à remettre en bon état.</p> <p>Le site faisant l'objet de la création d'une OAP n'est pas concerné par la trame verte et bleue identifiée au SRCE.</p>
--	--

4.5 Paysage, patrimoine bâti

<p>Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?</p> <p><i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i></p>	Oui	Non	<p>Si oui, le(s)quel(s) ?</p> <p>Et quels sont les enjeux identifiés ?</p>
<p>Site classé ou projet de site classé ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	
<p>Site inscrit ou projet de site inscrit ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		X	
<p>Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?</p>		X	
<p>Éléments majeurs du patrimoine ?</p> <p>http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</p>	X		<p><i>Exemple : monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, patrimoine mondial</i></p> <p>Le Château du Touvet (les escaliers d'eau, l'ensemble du château lui-même ; les vestiges des anciennes fortifications, ainsi que le parc) est classé au titre des Monuments Historiques. Une servitude de protection de 500 mètres s'applique autour du château et de son parc.</p> <p>Le site faisant l'objet de la création d'une OAP se situe en partie dans le périmètre de protection défini aux abords du monument historique. Des éléments du patrimoine à préserver au titre de l'article L.123.1-5-7° du code de l'urbanisme sont également présents sur le site de l'OAP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maison de vigneron rue de la charrière parcelle AH 290 ; - corps de ferme à cour fermée rue de la charrière parcelle AH 295 ; - murs en pierres intéressants à préserver (rue de la charrière, passage à talons des Lavandières, avenue Fernand Gras. <p>Aucun élément majeur du patrimoine n'est recensé à proximité du site faisant l'objet de la création d'un STECAL.</p>
<p>Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de</p>	X		<p>Le Plan de parc identifie les coteaux boisés présents sur la commune comme « fronts visuels externes à préserver ».</p> <p>Le DOO du SCOT n'identifie pas de perspectives</p>

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
paysage... ?			paysagères à préserver sur la commune. Lors de la phase d'études de l'OAP des vues et linéaires de vues ont été mis en avant et sont intégrés dans le schéma de synthèse de l'OAP. Il s'agit des vues vers le château du Touvet, la maison forte de la Bayette, vers l'Eglise ou l'école.
Complétez si nécessaire			
4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL se situe plus de 50 mètres au nord du périmètre de protection éloigné du captage localisé au sud du marais de la Frette dans la plaine agricole.
Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		La commune du Touvet est alimentée principalement par les eaux souterraines captées du Massif de Chartreuse. 8 sources fournissent l'eau potable pour l'ensemble de la commune : source du Moulin, source des Roumes, source de la Combe, source de la Condamine, source de Gagnoux, source de Montabon, source du Vivier, source de Martel. Un captage au sud du marais de la Frette complété par la réhabilitation de certaines sources disposant d'un débit suffisant et d'une qualité d'eau acceptable ont été mis en place en 2010/2011 afin de pouvoir répondre aux besoins actuels et futurs et ainsi de compléter les unités de production existantes. La compétence "eau potable" est exercée depuis le 1 ^{er} janvier 2018 par la Communauté de Communes Le Grésivaudan qui a lancé l'élaboration d'un schéma directeur permettant d'assurer l'alimentation en eau potable à l'échelle du territoire communautaire. Il ressort des premiers rendus que les ressources en eau sont largement suffisantes à l'échelle du territoire
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? http://assainissement.developpement-	X		De 1994 à 2017 la commune du Touvet adhérait au syndicat d'assainissement des Isles (SADI), depuis le 1 ^{er} janvier 2018 la compétence eau et assainissement a été transférée à la Communauté de Communes du Grésivaudan.

4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?														
durable.gouv.fr/			<p>En 2007, le réseau présent sur la commune était principalement de type unitaire (à 90%). Aujourd'hui une grande partie de la commune est équipée en réseau séparatif, dont la zone d'activités économiques. Les sites faisant l'objet d'un STECAL et d'une OAP sont équipés en réseau d'assainissement eaux usées, avec une capacité suffisante. Les eaux usées collectées sont traitées dans la station d'épuration située sur la commune au niveau de l'échangeur autoroutier et dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <table border="1"> <tr> <td>Date de mise en service</td> <td>11/07/2007 – pas de travaux majeurs depuis.</td> </tr> <tr> <td>Type de traitement</td> <td>Eau : boue activée aération prolongée (très faible charge). Boue : séchage solaire.</td> </tr> <tr> <td>Capacité actuelle</td> <td>18 000 HH</td> </tr> <tr> <td>Conformité réglementaire</td> <td>La STEP a été déclarée conforme en équipement et en performance par les services de l'Etat.</td> </tr> <tr> <td>Dysfonctionnements constatés</td> <td>Aucun dysfonctionnement sur la station de traitement.</td> </tr> <tr> <td>Charge entrante à la STEP en 2016</td> <td>10 490 EH</td> </tr> <tr> <td>Charge restante</td> <td>7 510 EH</td> </tr> </table>	Date de mise en service	11/07/2007 – pas de travaux majeurs depuis.	Type de traitement	Eau : boue activée aération prolongée (très faible charge). Boue : séchage solaire.	Capacité actuelle	18 000 HH	Conformité réglementaire	La STEP a été déclarée conforme en équipement et en performance par les services de l'Etat.	Dysfonctionnements constatés	Aucun dysfonctionnement sur la station de traitement.	Charge entrante à la STEP en 2016	10 490 EH	Charge restante	7 510 EH
Date de mise en service	11/07/2007 – pas de travaux majeurs depuis.																
Type de traitement	Eau : boue activée aération prolongée (très faible charge). Boue : séchage solaire.																
Capacité actuelle	18 000 HH																
Conformité réglementaire	La STEP a été déclarée conforme en équipement et en performance par les services de l'Etat.																
Dysfonctionnements constatés	Aucun dysfonctionnement sur la station de traitement.																
Charge entrante à la STEP en 2016	10 490 EH																
Charge restante	7 510 EH																
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?	X		La gestion des eaux pluviales se fait en majeure partie en ré-infiltration des eaux sur la parcelle, excepté sur les terrains classés en zone Bg1,v (glissements de terrain et ruissellement sur versant) au Plan de Prévention des risques naturels prévisibles. La démarche mise en œuvre dans ces zones est la création d'un réseau d'eau pluviale.														

Complétez si nécessaire

4.7 Sols et sous-sol

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		X	
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT		X	

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
=63&carte=			
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	X		<i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i> Le site faisant l'objet de la création d'un STECAL est concerné à la marge par le PPRN. La limite parcellaire située à l'est est concernée par le risque inondation de plaine en pied de versant. L'ensemble de la parcelle faisant l'objet de la création d'un STECAL est en zone bleue de contrainte faible Bf, qui concerne le risque de mouvement de terrain de type suffosion. La construction y est autorisée sous réserve de se prémunir contre les tassements différentiels. Une étude géotechnique de sol et une étude de structure du bâtiment sont nécessaires. Le site faisant l'objet de la création d'une OAP n'est pas concerné par le PPRN, ni par le PPRI.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		Le PPRN a été approuvé le 26/03/2001 et révisé le 02/08/2007. Le PPRI a été approuvé le 30/07/2007.
Nuisances ?		X	<i>Exemple : sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur	X		<i>Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...</i>

4.8 Risques et nuisances

votre territoire			<p>La commune du Touvet est desservie par le réseau Tougo (2 lignes de bus) et le réseau Transisère (1 ligne de bus ainsi que 2 lignes scolaires) sur 7 arrêts de bus.</p> <p>Le site faisant l'objet de la création d'une OAP est desservi en transport collectif sur 2 arrêts de bus : 1 arrêt sur l'avenue Fernand Gras (« La Gare »), à proximité de la bibliothèque, la maison des associations, la crèche et des zones futures d'urbanisation (zones 2 et 3 Cf. plan de zones). Cet arrêt se trouve à proximité de futurs cheminements piétons inscrits dans l'OAP afin de faciliter et développer les cheminements doux. Le deuxième arrêt de bus se situe au carrefour charrière/ancien tram/Montfillon (« La Charrière »), cet arrêt permet de desservir l'autre partie du site de l'OAP, côté RD 29 et Grande Rue.</p>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	<p>Le PLU du Touvet est concerné par le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de Grenoble approuvé par arrêté du préfet de l'Isère le 25 février 2014.</p> <p>Le projet de modification n°6 de par sa nature ne présente pas d'incompatibilité avec le PPA.</p>
<p>Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?</p> <p>Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?</p>	X		<p>Une démarche PCET est engagée depuis 2013 en articulation avec le PCAET du Grésivaudan avec des enjeux spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'amélioration des performances énergétiques des logements et locaux professionnels existants - Favoriser les constructions à fortes performances environnementales - Développer la production d'énergies renouvelables - Favoriser le développement d'alternatives à la voiture individuelle - Prendre en compte les risques naturels, technologiques et sanitaires <p>Le projet d'OAP prend en compte ses enjeux et inscrit des prescriptions en termes de performance énergétique, de développement des cheminements doux, et de prévention des risques.</p>
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS	<input checked="" type="checkbox"/>
	Projet de règlement AVANT/APRÈS	<input checked="" type="checkbox"/>
	Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : Lieu : Le Touvet	NOM : THERY PRENOM : LAURENCE SIGNATURE
----------------------------	---



ANNEXE 1 Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Service Urbanisme Marie Champion Direction Générale des Services Thomas Royer
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	700 Grande Rue 38660 Le Touvet urbanisme@letouvet.com 04 76 92 34 36

